



Kapi Consult
Nous développons vos métiers

Continuez par vous protéger et par protéger les autres contre COVID 19

Appellez le **111** pour Assistance si vous êtes au Togo

Restons tous en vie et en bonne santé pour réaliser nos rêves.

Contact: (+228) 22 93 89 89 / 93 17 93 93 info@kapiconsult.com www.kapiconsult.com

ETUDE DE « KAPI CONSULT »

Nécessite de développer le paiement électronique et le e-commerce en Afrique de l'Ouest

Pour Limiter le Risque de contamination du COVID 19 Tout en Poursuivant les Activités

L'Afrique, ces dernières années, fait des efforts pour sortir de la paupérisation et offrir un cadre de vie meilleur à sa population. Cet engagement de développer le continent s'est soldé par une croissance économique estimée à 3,4% en 2019 presque le même en ...

PAGE 6

IDEES

« Les ACP face au Covid-19 : impacts et conduites à tenir dans la marche vers le post-Cotonou ». La tribune de Robert Dussey, chef de la diplomatie togolaise.

Le Ministre des Affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Togolais de l'Extérieur a publié le 15 juin ...

PAGE 8



Forum Economique Togo-UE :

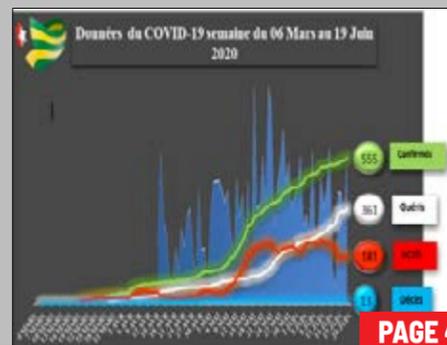
Un an après, les avancées, les perspectives

Le comité stratégique de suivi dresse un bilan encourageant des douze mois qui ont suivi la tenue du premier Forum Economique Togo-Union Européenne (FETUE).

PAGE 5

SOCIETE

Réouverture des frontières : la prudence doit être de mise !



PAGE 4

ACTUALITE

En dépit de son succès, « NOVISSI » a fait grincer les dents.

Les chiffres officiels communiqués suffisent à mesurer le succès de ce programme de transferts monétaires. En trois mois, « Novissi » a couvert 566 567 bénéficiaires dans le grand Lomé et dans la préfecture de Tchaoudjo (les ...

PAGE 2

SOCIETE

Le « grand contournement de Lomé », un dépotoir sauvage ?



PAGE 3

ACTUALITE

Le FAIEJ lance une plateforme de financement des besoins de trésorerie des jeunes entrepreneurs en vue de limiter les effets de la Covid-19 sur leurs entreprises

Les entreprises des jeunes exerçant dans les secteurs de la transformation, l'agriculture et la distribution, sont elles aussi frappées de plein fouet par les effets de la ...

PAGE 2

Les revendeuses espèrent retrouver l'affluence des grands jours dans les marchés

Face à la propagation de la Covid-19, les autorités ont adopté des mesures exceptionnelles de riposte sanitaire dont la restriction des heures d'ouverture et de fermeture des marchés de la capitale de 8h à 16h. Mais en début du mois de juin, le Gouvernement a décidé d'assouplir ces mesures à cause de la stabilisation de l'épidémie de coronavirus au Togo. Malgré le retour progressif à la normale, l'affluence n'est toujours pas au rendez-vous dans le marché de Totsi.

Assise devant son étalage de poissons fumés, regard marqué par une journée ennuyeuse, Essi Agbémégno fonde son espoir sur les clients du soir. Depuis l'apparition de la Covid-19, elle a vu son chiffre d'affaire chuter de façon vertigineuse. De cinq cartons de poissons vendus par jour avant mars 2019, aujourd'hui, c'est « avec la providence » dit-elle, qu'elle en écoule deux. « Les clients ont peur de venir au marché et quand ils sont là, c'est pour juste acheter le minimum nécessaire. J'ai dû jeter quelques fois mes marchandises à la poubelle parce qu'elles étaient périmées », nous confie-t-elle, en cette fin de l'après-midi, samedi 13 juin au marché de Totsi, nord de Lomé. Même après la levée, lundi 08 juin, du couvre-feu mis en place depuis le 2 avril, les choses n'ont pas changé pour autant dans ce marché. L'affluence des grands jours n'y est pas. Les effets de la crise sanitaire semblent être toujours présents. « Nous sommes assises avec des cœurs meurtris, parce que les clients se font rares. Les stocks de marchandises s'écoulent difficilement. Notre souhait, c'est que Dieu nous vienne en aide et que la vie reprenne normalement », lance Akou Avosse, revendeuse de céréales.

Pour Abouya Fansi « la population pense que (nous) profitons d'elles en cette période, alors que c'est l'augmentation du coût du transport qui a des répercussions sur le prix des marchandises ». « Je dois payer 500 pour le taxi au lieu de 300fcfa avant la crise », dit-elle. Le coût du transport a augmenté à cause de la restriction de cinq ou six à trois, du nombre de passagers dans les taxis depuis le 11 avril. Les clients doivent dorénavant tenir compte de certains paramètres et nous comprendre », explique la revendeuse de légumes.

Rachida, revendeuse de légumes, accepte la situation. « L'essentiel c'est la santé », dit-elle. Elle qui croyait que comme les heures d'ouverture des marchés sont revenues à la normale, elle ferait un bon chiffre d'affaire, c'est le contraire qui se présente. D'une vente minimum de 100 000 F CFA par semaine, à cause de l'angoisse liée à la crise de la Covid-19, elle dit ne même plus avoir la somme de 50 000 F CFA. En somme toutes attendent le retour normal à la vie sociale et économique, en invoquant Dieu et en invitant leurs concitoyens au respect des mesures édictées pour lutter contre le coronavirus

Christine S



PRÉCAUTIONS POUR ÉVITER LE CORONAVIRUS

MESSAGE DE TOGO TERMINAL

FILIALE DU GROUPE BOLLORE

TOGO TERMINAL
 LOMÉ









Se laver fréquemment les mains à l'eau et au savon ou avec une solution à base d'alcool.

Éviter de cracher et de se moucher sur le sol.

Se couvrir la bouche et le nez avec un masque médical, un mouchoir en papier ou le creux du bras lorsqu'on tousse ou éternue; puis jeter le masque ou mouchoir et se laver les mains.

Si l'on porte un masque facial, s'assurer de bien couvrir la bouche et le nez ; éviter de toucher le masque qui est en place, le jeter immédiatement après utilisation s'il est à usage unique, et se laver les mains aussitôt après.

Éviter tout contact étroit non protégé avec des personnes ayant la fièvre et la toux et consulter un médecin en cas de fièvre, toux et difficultés respiratoires.

En cas de maladie pendant le voyage, informer le conducteur ou l'équipage consulter un médecin sans tarder et partager ses antécédents de voyage.

Éviter tout contact direct non protégé avec des animaux sauvages ou d'élevage et des surfaces en contact avec des animaux.

NUMÉROS VERTS

☎ +228 22 22 20 73 / 91 67 42 42

IMAGINE
DEMAIN

N° 0013 DU JEUDI 25 JUIN 2020

Le « grand contournement de Lomé », un dépotoir sauvage ?

REPORTAGE

Le grand contournement de Lomé est l'une des plus belles voies de la capitale. Construit pour rendre fluide la circulation dans le grand Lomé, il présente toujours l'éclat d'un édifice neuf.

Mais il suffit d'emprunter une seule fois cette grande voie, dont la construction s'est achevée il y a six ans, pour apercevoir des dépotoirs.

En quittant le siège de la société CIMTOGO en direction d'Agoè Échangeur, après avoir dépassé le rond point « Zoro Bar » puis le feu rouge d'Adakpmé, le constat est amer. Sur le côté droit, quelques constructions anarchiques ou abandonnées s'étalent à perte de vue dans des bas-fonds. Mais surtout, tout au long de la voie, des tas d'ordures sont amassés et étalés.

Komi n'a manifestement pas envie de donner son nom de famille. Chauffeur de taxi, il a construit à 20 m de la voie, une cafétéria, non loin de son domicile. Depuis quelques années, il connaît et vit bien la réalité à Adakpamé Sawleto, un des quartiers riverains du grand contournement de Lomé, dans la commune du Golfe 1.

« Les gens sans être inquiétés déversent toutes les nuits, des ordures ménagères », dit-il. « Ce sont ceux de l'autre côté de la route qui traversent la nuit pour venir jeter les ordures ici. Lorsque je les interpelle sur cette pollution, ils ne me considèrent même pas. Ils me répondent que c'est une voie publique. Ils estiment que nous ne sommes pas des autorités pour leur interdire cela. Je suis l'une des rares personnes qui traînent la nuit devant ma cafétéria. Je vois les gens venir jeter les ordures. Ils gardent les ordures de toute une semaine qu'ils déversent

ici. C'est insupportable », raconte-t-il.

Une situation de plus en plus insupportable non seulement pour Komi mais aussi pour tous les riverains qui vivent un calvaire surtout en saison des pluies.

Selon Komi, dans ces dépotoirs sauvages, certains viennent, pour faire leur besoin naturel et d'autres y trouvent refuge, la nuit, pour fumer de la drogue ou de la cigarette. « Je vois des choses inimaginables dans la zone », a-t-il avoué. Il poursuit : « C'est grâce à la toile d'araignée électrique que nous avons de l'électricité. J'ai fait passer des fils sous la terre. Un jour, quelqu'un était venu faire un travail et a abandonné les fils de mon installation par terre par endroit. Il ne les a plus mis sous terre pour les protéger. Les gens viennent mettre des ordures là-dessus et lorsque d'autres venaient jeter les débris de cigarettes après avoir fumé à cet endroit, mes fils ont fondu. »

« L'autre côté » c'est Bè Kpota Adidomé. Ce n'est pas un bas-fond mais un quartier habitable avec de nombreuses constructions où vit Anoumo Alacaza. Cet évangéliste, assis devant sa maison au bord de la voie, la Bible dans les mains, reconnaît, comme ses voisins interrogés, que ce sont les habitants de leur quartier qui sont les auteurs de l'insalubrité créée de l'autre côté de la voie. « Il n'y a aucun endroit dans notre quartier pour jeter les ordures. Donc les gens qui habitent au cœur du quartier viennent jeter leurs ordures », a-t-il déclaré. « La nuit, ça donne un spectacle désolant. Il existe des passages où il faut traverser la chaussée. Mais les gens la traversent n'importe comment et n'importe où pour aller déverser leurs déchets », regrette-il, avant de rassurer que



des dépotoirs sauvages à Adakpamé Sawleto dans les abords du grand contournement

lui, il les incinère devant sa maison.

« Mais nous ne sommes pas seuls » tient à préciser M. Alacaza. « Certains tricycles collectent les ordures ailleurs ; ils les ramassent au fond de la ville pour venir les déverser ici. Lors de la saison des pluies, les gens remblaient même avec des ordures et la pluie draine ces déchets partout », a-t-il fait savoir.

Les autorités interpellées

Les habitants de Bè Kpota Adidomé estiment qu'ils n'ont vraiment pas

le choix que d'aller jeter les ordures au bord de la route. Il n'y a aucun dispositif de gestion des ordures mis à leur disposition.

L'insalubrité gangrène de jour en jour ce quartier. Alotoesso EWODJI, responsable de la commission aménagement du Comité de Développement du Quartier (CDQ), déplore les actes inciviques et la sourde oreille de sa communauté. « Les ordures sont aussi jetées en désordre dans les caniveaux », informe-t-il. Du coup, il propose de renforcer

la sensibilisation. Aussi, a-t-il répété qu'il manque dans le milieu, des initiatives d'assainissement. « L'Etat a failli à ses responsabilités. Il manque de dépotoirs. On pourrait aligner les poubelles le long de la route pour que la voirie vienne y chercher les ordures », a estimé M. EWODJI. Depuis les élections locales organisées le 30 juin 2019, la balle est désormais dans le camp des élus de la commune du Golfe 1.

Joseph Mensah-Bobo

DirectPrint
Imprimerie offset & numérique

Tél: 90 89 10 09

Réouverture des frontières : la prudence doit être de mise !

par S. Koffi DANDONOUGBO

Depuis son apparition sur le continent africain, la pandémie due au coronavirus connaît à ce jour un rythme sinusoïdal. Au moment où certains pays connaissent une apparente maîtrise par la diminution du niveau des cas actifs, d'autres subissent une évolution exponentielle de la maladie malgré la mise en place des mesures de ripostes à tous les niveaux. Toutefois, dans cette instabilité, des dispositions sont en cours pour l'assouplissement de ces mesures de ripostes. Leur prolongement ne peut qu'aggraver davantage la vie socio-économique déjà durement impactée.

Le Togo est l'un des pays qui ont allégé les mesures de restrictions avec la levée du couvre-feu et la reprise des classes mais sous surveillance. Ces décisions sont en relation avec les dernières évolutions de la maladie dans le pays où les cas actifs ont entamé une phase de diminution sensible. Toutefois il faut noter que le niveau moyen des nouveaux cas dans le pays reste élevé soit six cas chaque jour contre quatre guérisons et des possibilités de pic pouvant atteindre respectivement 13 et 9. Par ailleurs, même si le nombre de cas testés au quotidien reste relativement faible en moyenne 377 à ce jour, il n'y a pas de liens sensibles entre cette donnée et les cas confirmés. Cette faible corrélation proviendrait du mode d'échantillonnage mise en place qui pourrait

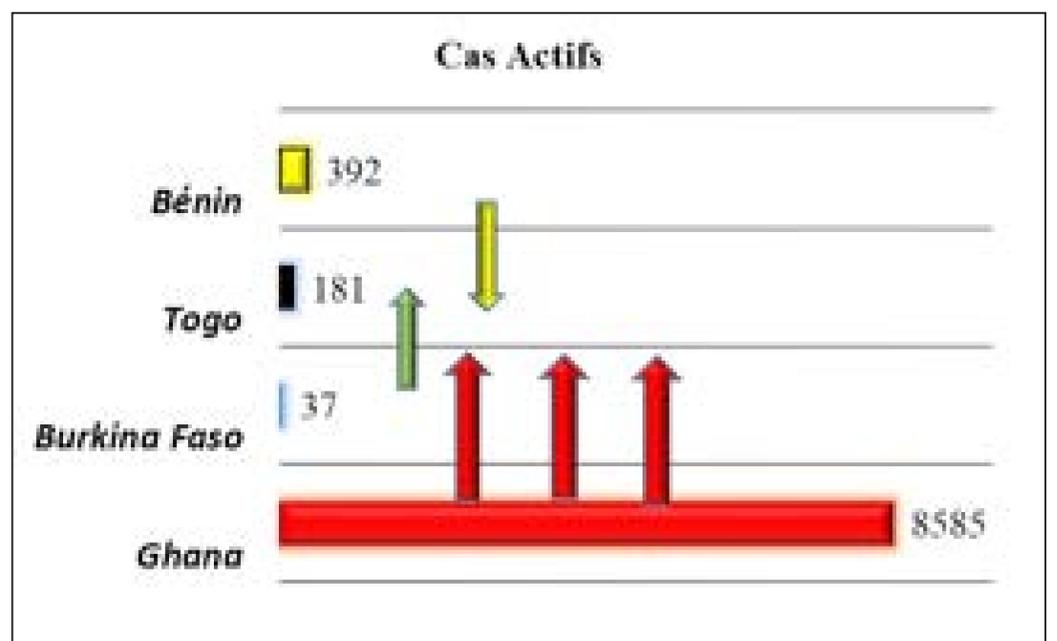
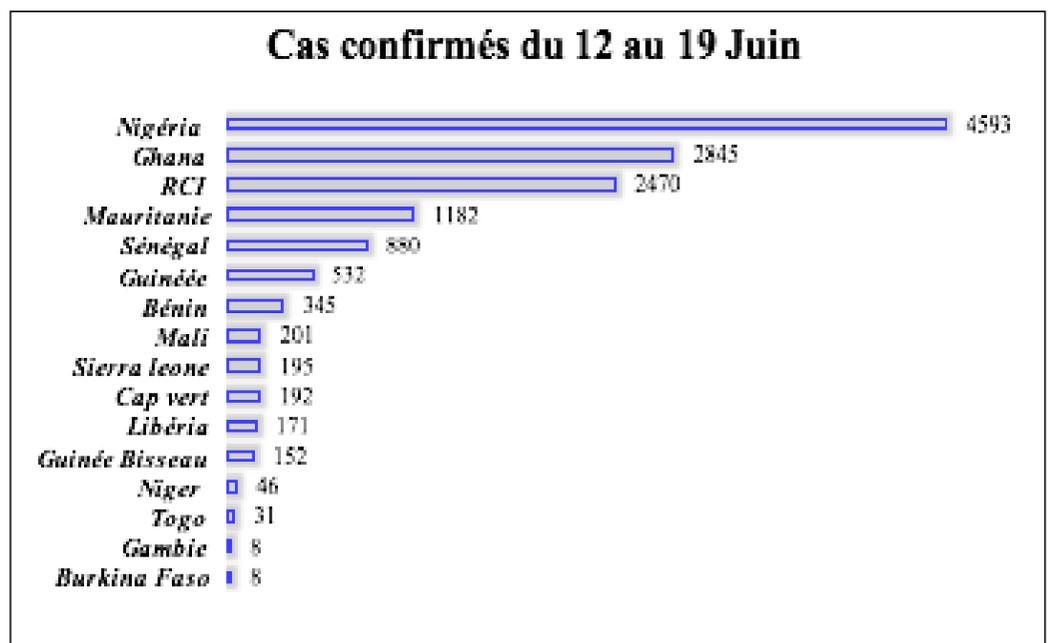
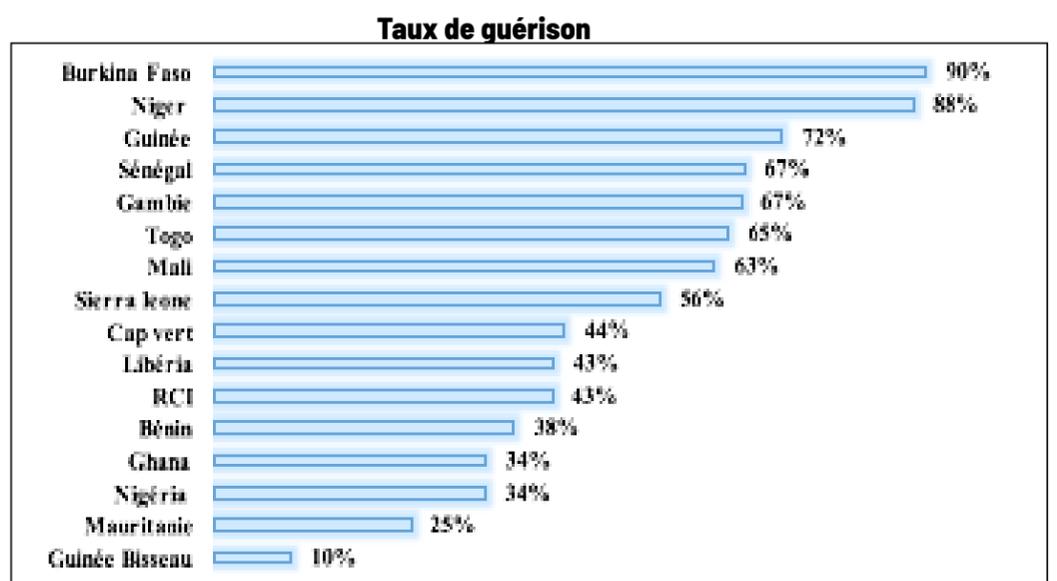
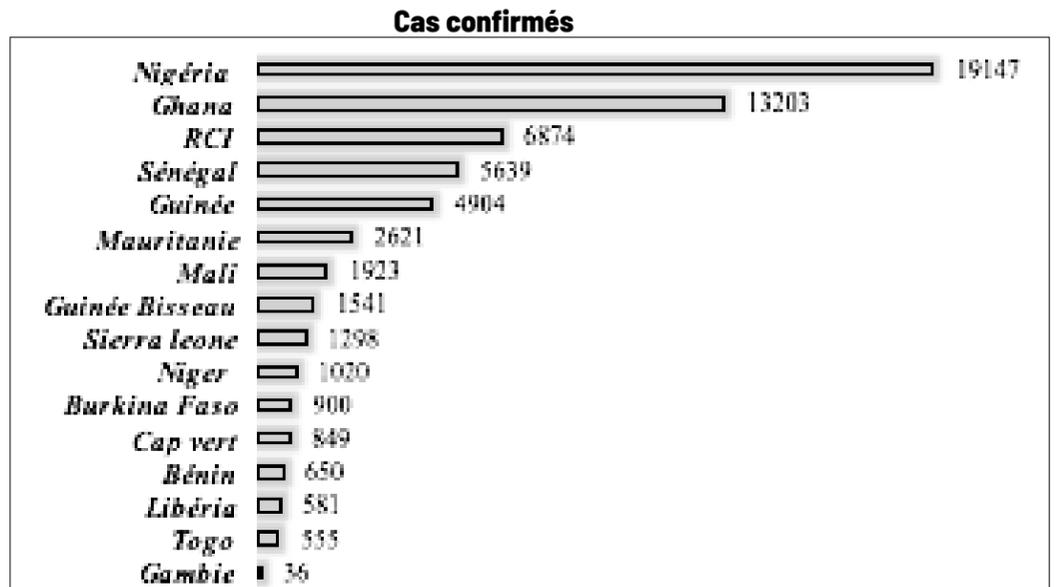
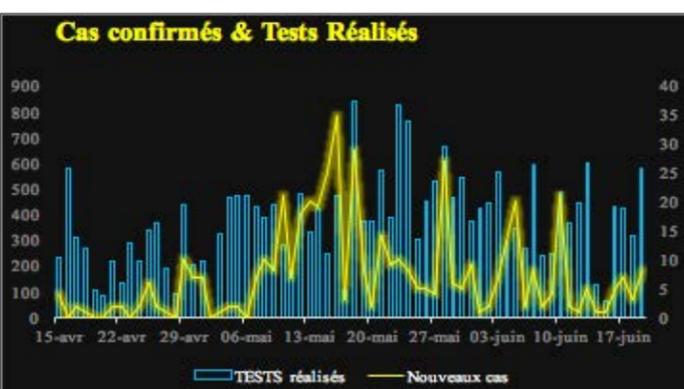
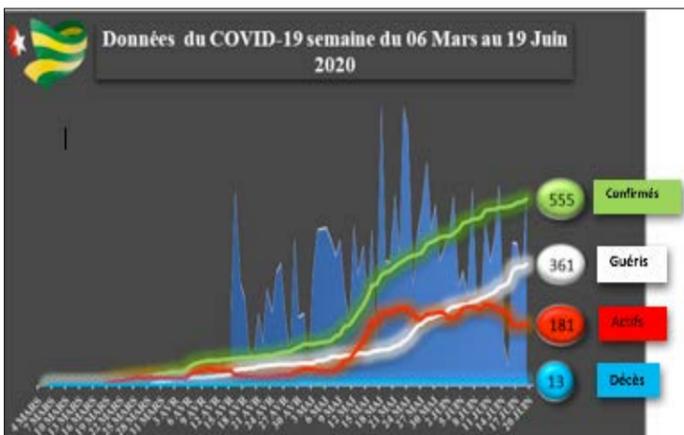
être amélioré. Le Togo, à l'instar des autres pays de la CEDEAO, devra accélérer le « retour à la normale » en rouvrant les frontières et les écoles. Le pays maintiendra-t-il sa maîtrise apparente de la situation ?

Si l'on peut courir un risque calculé en rouvrant les écoles en insistant sur le respect des gestes barrières, notamment la distanciation sociale et le port de masques, l'on peut émettre de fortes réserves sur l'ouverture des frontières. Il y a lieu de porter un regard sur la situation, ces dernières semaines, des pays de l'espace sous-régional et surtout ceux qui partagent les frontières avec le Togo.

Les données de la sous-région montrent un niveau très élevé de cas confirmés au Ghana voisin et au Nigéria. Elles révèlent un fort taux de guérison des malades au Burkina Faso suivi du Niger et de la Guinée.

Lorsqu'on s'intéresse aux données enregistrées en l'espace d'une semaine, l'on doit prôner une très grande prudence malgré les taux de guérison encourageants.

De ces remarques, l'ouverture des frontières togolaises est-elle conseillée ? A priori, la réponse sera non dans la plupart des cas. Mais par rapport aux enjeux économiques et communautaires, le Togo ne peut s'y opposer. Toutefois il y a lieu de consacrer plus d'énergie à la prévention aux postes-frontières ghanéenne et béninoise.



Forum Economique Togo-UE : Un an après, les avancées, les perspectives

Le comité stratégique de suivi dresse un bilan encourageant des douze mois qui ont suivi la tenue du premier Forum Economique Togo-Union Européenne (FETUE).



Le forum avait rassemblé 1000 personnes venues de 54 pays dont 28 de l'UE

Les 13 et 14 juin 2019 resteront des dates marquantes de l'histoire économique du Togo, avec la tenue à Lomé du tout premier Forum Economique Togo-Union Européenne (FETUE), co-organisé par le Gouvernement togolais et la Délégation de l'Union Européenne au Togo. Placé sous le thème « bâtir des relations économiques durables et pérennes entre le Togo et l'Union Européenne », le forum avait rassemblé dans la grande salle de conférence de l'hôtel 2 février, 1000 personnes venues de 54 pays dont 28 de l'Union Européenne.

Evènement de réseautage de haut-niveau, le FETUE a été une plateforme unique de mobilisation des investissements, à la fois domestiques, venant de la diaspora togolaise et des Investissements Directs Etrangers (IDE).

À la suite d'un appel à projet lancé en prélude au forum,

140 projets bancables soumis par 126 promoteurs locaux en ligne, avec les objectifs du Plan National de Développement (PND) 2018-2022, ont été retenus dont 103 discutés lors des échanges B2B entre les entrepreneurs togolais et les investisseurs étrangers d'une part, et entre les investisseurs et les institutions publiques d'autre part.

Réuni jeudi 18 juin au Palais de la Présidence de la République à Lomé, le comité stratégique de suivi du forum Togo-UE a fait le point des résultats enregistrés au cours des 12 mois qui ont suivi la rencontre.

La réunion était présidée par la Directrice de Cabinet du Chef de l'Etat, Mme TOMEGA-DOGBE Victoire qui avait à ses côtés, le Ministre du Commerce, de l'Industrie, du développement du Secteur Privé et de la Promotion de la Consommation locale, M. ADEZE Kodjo et la Ministre Déléguée, Conseillère du Chef de l'Etat en charge

du Climat des Affaires, Mme JOHNSON Sandra. Elle a connu la participation des ambassadeurs d'Allemagne et de France, MM VELTIN Mathias et VIZY Marc, du Chargé d'Affaire de la Délégation de l'Union Européenne au Togo M. Hanses Bruno et des représentants du secteur privé.

Le comité stratégique de suivi indique que les retombées du forum restent réelles et palpables. Il annonce une vingtaine de manifestations d'intérêt de la part des investisseurs internationaux pour les projets prioritaires du PND ; la signature en juillet 2019 d'un Memorandum d'Entente de 5 milliards de FCFA entre le fonds d'investissement luxembourgeois KARA INVESTMENT FUND et le gouvernement togolais dans le secteur de l'agro-industrie ; de même que la signature d'une convention avec le groupe DANGOTE pour la construction d'une usine de production d'engrais phosphaté pour un investissement de 2 milliards de dollars et l'installation d'une usine de fabrication de ciment avec un investissement de 60 millions de dollars.

Le comité souligne l'organisation des rencontres entre les institutions financières sous régionales basées au Togo et certains promoteurs togolais de la diaspora. Il précise que le Gouvernement a renforcé le partenariat avec des

institutions financières prêtes à accompagner les promoteurs de projets dont les projets ont un coût inférieur à 150 millions de FCFA.

Le comité informe que la Banque Africaine de Développement (BAD) a sélectionné certains promoteurs de projets présents au Forum pour prendre part au rendez-vous international organisé par ladite institution en Afrique du Sud, ce en vue de leur permettre de vendre leurs projets.

Un an après le forum, certains projets sont déjà passés à l'étape de mise en œuvre, d'autres ont soit signé des Memorandum d'Entente ou sont en négociation avec des partenaires financiers et fonds d'investissement, et d'autres encore sont toujours à la recherche d'un partenaire ou d'un organisme de financement, apprend-on auprès du comité stratégique de suivi.

Il précise qu'au 17 juin, dix projets dont le coût global s'établit à 15 647 493 892 FCFA sont à l'étape de mise en œuvre. 18 projets évalués à 320 475 660 104 FCFA sont des projets soit d'extension, ou ayant bouclé une partie des financements ou en discussions avancées avec les partenaires étrangers et donc sont en attente de financements complémentaires.

Le promoteur du projet le plus coûteux (plus de 520 milliards de FCFA représentant 45 % du coût global) leur a notifié avoir signé un Memorandum

d'Entente avec un partenaire rencontré lors du Forum.

Le Gouvernement togolais compte prendre des initiatives en vue d'accompagner les promoteurs de projets dans la restructuration ou finalisation de leurs plans d'affaires et dans les procédures d'accès aux financements auprès des banques, des intermédiaires non bancaires, des sociétés de crédit-bail, et des fonds d'investissement.

Autre bilan présenté, le site web dédié au Forum Economique Togo-UE (www.forumtogo-ue.tg/) a reçu 13 098 visites depuis le lendemain du forum, 15 juin 2019 jusqu'à ce jour, 20 juin 2020.

Le dialogue constructif entre le secteur privé et le gouvernement, les bons résultats du « Doing Business » (classé à ce jour premier réformateur en Afrique et troisième meilleur réformateur au monde, le Togo fait figure de cas d'école en matière de conduite réussie des réformes) sont autant d'indices qui témoignent de l'amélioration constante du climat des affaires dans le pays.

Si « avec la COVID-19, le Togo, comme tous les pays, est confronté à de nouveaux défis », pour le comité, c'est « le moment de trouver un juste équilibre entre l'investissement direct étranger et l'investissement domestique pour construire la résilience et promouvoir la croissance et le développement ».

La rédaction

En dépit de son succès, « NOVISSI » a fait grincer les dents

Les chiffres officiels communiqués suffisent à mesurer le succès de ce programme de transferts monétaires. En trois mois, « Novissi » a couvert 566 567 bénéficiaires dans le grand Lomé et dans la préfecture de Tchaooujo (les deux zones concernées) pour un décaissement total de 11 314 281 875 de FCFA.

Initié par l'Etat togolais, le programme de revenu universel de solidarité, vient en aide aux personnes vulnérables ainsi que les travailleurs du secteur informel qui ont perdu leur revenu journalier à cause des mesures de riposte prises contre la Covid-19. Ce soutien financier mensuel d'un montant de 12 250 FCFA pour les hommes et 10 500 FCFA, dont la moitié est versé toutes les deux semaines aux bénéficiaires, a certainement permis à des milliers de Togolais de supporter un tant soit peu, les impacts de la pandémie du coronavirus.

Mais malheureusement, beaucoup de personnes vulnérables n'ont pas pu recevoir dans leur porte-monnaie électronique, ce transfert monétaire, depuis le début du programme, et ce, malgré les nombreuses

tentatives, les nombreux appels au numéro 855 et surtout la purge du fichier entre-temps.

Faux espoirs

Afiwa, 33 ans vit dans quartier Ségbé, sud-ouest de Lomé, dans la commune du Golfe 7. « Je suis revendeuse de nourriture. Je sors déjà à 18 heures et je finis au plus tard à 00 heure. Mais avec l'instauration du couvre-feu qui au début était de 19 heures à 6 heures du matin, j'ai abandonné mon activité alors que j'ai des enfants à nourrir. Mon problème c'est que le lieu où je vends, une autre personne y vend dans la journée, donc mon tour c'est la nuit. Quand j'ai appris cette histoire de « Novissi », j'étais contente. Mais à ce jour, je n'ai rien reçu », peste-t-elle.

« Ce qui m'a fait mal c'est que j'ai appelé le 855 en vain. (855 est le numéro vert à l'écoute

des bénéficiaires potentiels du programme). Tu appelles, ils te reçoivent bien, mais ils ne disent rien de concret. Ils te rassurent que ton cas va se régler et te disent d'aller réessayer. Quand je tape le code, arrivé au niveau du numéro de carte, je reçois toujours la notification selon laquelle, le numéro est invalide. J'ai contacté au moins dix fois le 855, mais les agents sont incapables de me dire si le numéro de ma carte a été utilisé par un autre ou bien s'il s'agit d'un autre problème. Parce qu'au début on nous disait qu'il y a des gens qui sont partis copier les numéros de cartes d'électeur d'autrui dans les bureaux de vote. Ils m'ont laissé comme ça », a-t-elle confié avec une voix de désespoir.

Comme cette bonne dame, de nombreuses autres, qui se battent au quotidien pour subvenir aux besoins de leurs familles sont également laissés pour compte, à Abobokomé, un quartier populaire au centre-ville de Lomé et partout ailleurs. Le « 855 » censé recevoir des plaintes s'est révélé impuissant

dans leur résolution.

Une rupture inattendue

La levée du couvre-feu a-t-elle mis fin au programme NOVISSI ? C'est la grande question que se sont posée quelques milliers de Togolais, mardi 09 juin. Après l'annonce, la veille, de la levée complète du couvre-feu et du bouclage des villes par le Gouvernement, aucun bénéficiaire parmi ceux qui étaient programmés pour toucher la 5ème tranche ce jour-là, n'avait rien reçu.

Ce qui a suscité l'incompréhension de ces bénéficiaires qui, selon certains témoignages, avaient planifié l'utilisation de l'aide. « Cette aide m'a permis de payer mon loyer pendant deux mois vu qu'au début les bars étaient fermés et qu'ensuite on pouvait travailler juste quelques heures. Le gouvernement devrait maintenir le programme pendant un mois supplémentaire le temps que les affaires reprennent. Mais là je me sens en difficulté financière » a déclaré Afi

Sadjo, 24 ans, serveuse de bar. Ils sont surpris du fait qu'aucune annonce n'a été faite de la part des autorités avant cet arrêt brusque. A en croire les diverses autorités, le programme était prévu pour durer tout au long de l'état d'urgence, jusqu'à fin juin. Dans la journée du vendredi 12 juin, plusieurs médias rapportent les explications de la Directrice Générale de l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB), Eléonore Mazalo KATANGA. « Novissi est suspendu, mais les pouvoirs publics poursuivent leur réflexion pour trouver d'autres moyens d'aider la population. », a-t-elle déclaré. Cette suspension est due à l'allègement des mesures de riposte adoptées par le gouvernement.

C'est à travers un communiqué paru dans la journée du mercredi 17 juin, le Gouvernement annonce une revue du programme « pour mieux l'adapter à la stratégie nationale de riposte ».

La rédaction

Etude de « KAPI CONSULT »

NECESSITE DE DEVELOPPER LE PAIEMENT ELECTRONIQUE ET LE E-COMMERCE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Pour Limiter le Risque de contamination du COVID 19 Tout en Poursuivant les Activités

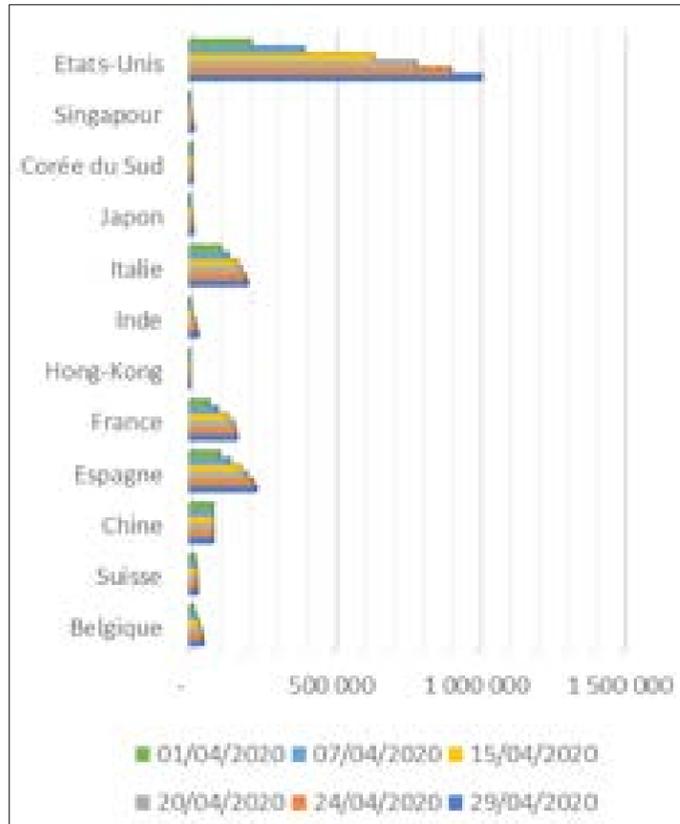
L'Afrique, ces dernières années, fait des efforts pour sortir de la paupérisation et offrir un cadre de vie meilleur à sa population. Cet engagement de développer le continent s'est soldé par une croissance économique estimée à 3,4% en 2019 presque le même en 2018 et devrait s'accélérer pour atteindre 3,9% en 2020 et 4,1% en 2021 selon les prévisions en fin d'année 2019 de la BAD. Malheureusement, le monde depuis le début de l'année 2020 affronte une crise sanitaire sans précédent provoquée par le virus SRAS-Cov-12, communément appelé Coronavirus ou Covid 19, né en Asie, devenue rapidement européenne puis américaine, et qui est en train de devenir africaine.

A la date du 29 avril 2020, 3 128 496 personnes dans le monde sont infectées soit un taux d'infection de 63,07%. Elle était de 3 043 016 personnes au 27 avril 2020 et de 2 056 054 à la date du 15 avril 2020. Au cours du mois d'avril, elle a évolué de 943 540 personnes du 1er avril à 3 128 956 personnes en moins d'un mois et de 3 127 947 personnes depuis le 22 janvier 2020. La vitesse de propagation ou de contamination dans le monde est très élevée car le nombre d'infectées est croissante en fonction du temps.

Figure 1 : Evolution du nombre de personnes infectées de COVID 19 dans certains pays du monde au 01 au 29 avril 2020

Le nombre de décès suit logiquement le rythme imposé par l'évolution de la pandémie (217 674 décès enregistrés le 29 avril 2020 contre 183 066 décès au 22 avril 2020). Du 22 janvier au 29 avril 2020, le nombre de décès est passé de 17 à 217 674, soit une moyenne de 72 558 morts chaque mois dans le monde.

En Afrique de l'Ouest, les cas de COVID 19 ont commencé avec la confirmation d'un

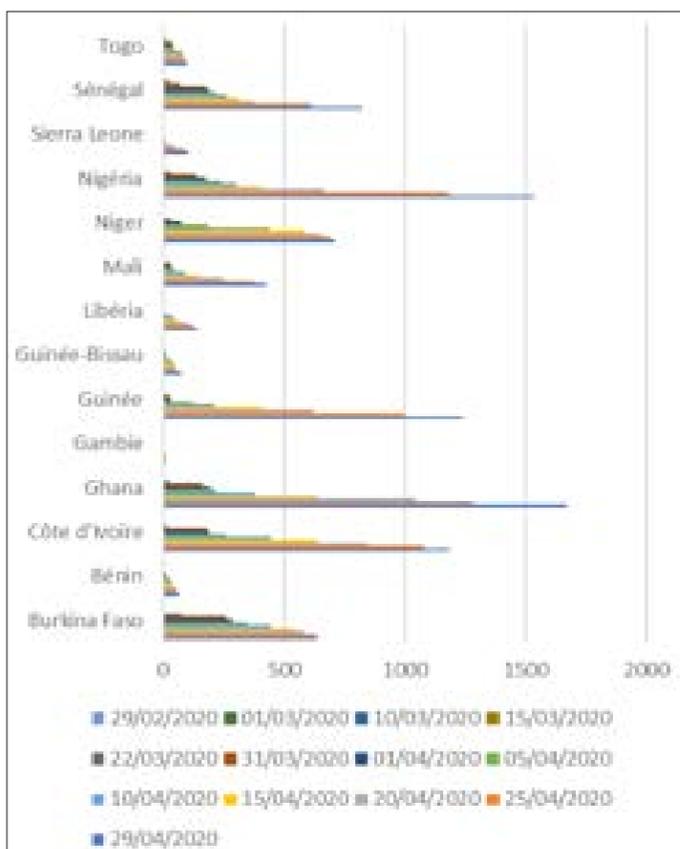


Source : Auteur à partir des données de Coronavirus.politologue.com

cas au Nigéria le 29 février 2020. Au 10 mars 2020, 4 pays de l'Afrique de l'Ouest sont touchés par le COVID 19 : le Burkina Faso, le Nigéria, le Sénégal et le Togo avec respectivement 1,2,4 et 1 cas. A la date

532 cas, de la Guinée 1 240 cas, de la Côte d'Ivoire 1 183 cas.

Figure 2: Evolution du nombre de personnes infectées de COVID 19 en Afrique de l'Ouest



Source : Auteur à partir des données de Coronavirus.politologue.com

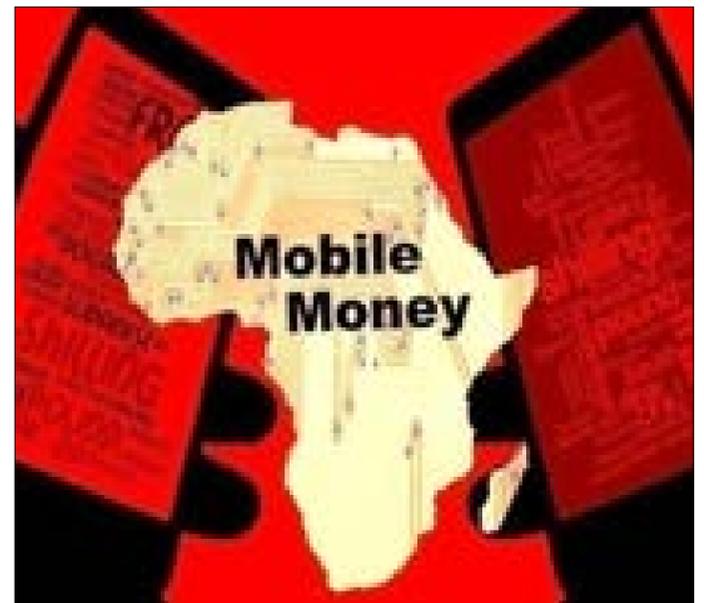
du 29 avril 2020, tous les pays de l'Afrique de l'Ouest sont touchés par cette pandémie. Le Ghana enregistrant le plus de cas avec 1 671 personnes infectées, suivi du Nigéria 1

L'évolution exponentielle de la pandémie Coronavirus vue à travers les statistiques plus haut, et le temps de survie du virus sur les surfaces révèlent que la situation est angoissante.

Les grandes puissances se sont montrées impuissantes face à cette crise sanitaire. Les nations traditionnellement faibles caractérisées par (i) des systèmes sanitaires non viables, (ii) une économie tétraplégique peu diversifiée, (iii) des infrastructures de soutien à la production et à la croissance en majorité défectueuses, et (iv) une quasi-inexistante des laboratoires de recherche ; ne peuvent pas prétendre affronter cette crise sanitaire surtout les impacts sur les économies.

non pharmaceutiques nécessitent le développement des solutions numériques en Afrique notamment la vulgarisation des transactions et paiements électroniques via mobile money.

L'avantage de l'utilisation de la monnaie électronique ou mobile money pour limiter la propagation du COVID 19 conformément aux risques de contamination et du temps de survie du virus, est énorme. Elle permet de : . réduire le risque d'avoir fréquemment des



Légende : Mobile money en Afrique

L'Afrique dont les pays sont en majorité PMA (Pays les moins avancés), doit se « préparer au pire » selon l'OMS. Et sur un ton alarmiste, l'Éthiopien Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus -Directeur Général de l'OMS- s'époumone : « l'Afrique doit se réveiller, mon continent doit se réveiller ».

En attendant qu'un traitement sérieux contre le COVID 19 soit trouvé et mis au point, l'urgence est de limiter la propagation du virus dans le monde. L'OMS a donc recommandé des mesures non pharmaceutiques pour aplatir la courbe de la maladie. Entre autres, Il s'agit de (i) se tenir à une distance de 1 à 2 mètres de son prochain et d'éviter les contacts surtout respiratoires, (ii) effectuer le télétravail, (iii) fermeture des frontières, etc. La plupart de ces mesures

contacts physiques parfois respiratoires au cours des opérations commerciales et transactions bancaires ;

. éviter de toucher les pièces et les billets car le virus peut durer 4 à 5 jours sur les papiers et le métal.

Avant le COVID 19, le commerce électronique dans le monde était bien au point surtout dans les pays industrialisés. Les consommateurs font de plus en plus confiance aux achats en ligne, 95% des achats seront effectués en ligne d'ici 2040. En 2017, le commerce électronique a généré des ventes de 2,3 milliards de dollars US, ce qui devraient presque doubler pour atteindre 4,5 milliards de dollars d'ici 2021.

Vu les moyens de ...

Suite à la page 7



Légende : Le commerce sans COVID 19 est possible avec l'e-commerce

... propagation et de contamination du COVID 19, l'e-commerce a le mérite de faire tourner les activités tout en restant confiné pour éviter d'être exposé aux moyens de contamination. Les statistiques par ailleurs sur les comportements d'achat en ligne sont incroyablement révélatrices : 43% des acheteurs en ligne ont déclaré avoir fait des achats au lit, 23% au bureau et 20% dans la salle de bain

les actions intelligentes à résultats rapides doivent être menées comme :

- Renforcer l'inclusion financière à travers le mobile money ;
- Promouvoir l'utilisation du mobile-money pour effectuer toutes les transactions ;
- Encourager les fournisseurs de services financiers (banque, IMF, entreprises de téléphonie mobile) à développer des produits financiers

son importance. Les détails des recommandations par acteur, les avantages de l'utilisation de la monnaie électronique/mobile money, les avantages du développement du commerce électronique en Afrique de l'Ouest dans cette crise sanitaire, l'état des lieux des services financiers via la téléphonie mobile dans la zone UEOMA ainsi que les goulots d'étranglement

Kapi Consult
Nous développons vos métiers.

Continuez par vous protéger et par protéger les autres contre COVID 19

Appellez le **111** pour Assistance si vous êtes au Togo

Restons tous en vie et en bonne santé pour réaliser nos rêves.

Contact: (+228) 22 51 88 88 / 88 17 88 88 - info@kapiconsult.com - www.kapiconsult.com
13000, Route de l'aéroport 01 BP 2925 Lomé

ou autre lieu de la maison. Malgré les avantages liés aux moyens de paiements électroniques et à l'e-commerce d'abord pour le développement des activités et ensuite pour la réduction du risque de contamination du COVID 19, l'Afrique surtout les pays d'Afrique de l'Ouest sont encore dubitatifs et ont d'énormes efforts à faire pour développer les solutions numériques. Ainsi pour limiter le risque de contamination du virus tout en étant à l'abri d'une éventuelle crise économique c'est -à-dire la poursuite des activités en respectant les barrières,

numériques adaptés aux besoins des clients et compatibles avec les plateformes e-commerce; - Mettre en place une stratégie de résilience des entreprises grâce à l'utilisation des solutions numériques (e-commerce, paiement électronique, mobile money, livraison à domicile); - Mettre en place une stratégie urgente bien détaillée sur le plan national et international favorisant le commerce électronique, en incluant tous les secteurs d'activités et toutes les couches sociales via une sensibilisation massive sur

de la mise au point de la monnaie électronique et du e-commerce dans les pays de l'UEOMA sont contenus dans le document de recherche « NECESSITE DE DEVELOPPER LE PAIEMENT ELECTRONIQUE ET LE E-COMMERCE EN AFRIQUE DE L'OUEST : Pour Limiter le risque de contamination du COVID 19 tout en poursuivant les activités ». Ce dernier peut être obtenu en contactant le numéro (+228) 93 17 01 01 ou en envoyant un mail à l'adresse électronique info@kapiconsult.com ou en allant sur le site www.kapiconsult.com

Le 1er « Africatalk »

Africa Mutandi a organisé, jeudi 16 juin à Paris, un débat portant sur le thème : « Covid-19 en Afrique : avons-nous vraiment changé de regard sur le continent depuis 50 ans ? ». L'événement a rassemblé autour de Stéphanie RIVOAL, Ambassadrice, Secrétaire Général du sommet Afrique-France 2020, cinq personnalités dont Cécile DUFLOT, ancienne Ministre, Directrice Générale d'Oxfam France, Patrice ANATO, Député de Seine-

notamment les réactions internationales sur la crise sanitaire de la Covid-19 en Afrique. Il s'est agi de voir et analyser si les réactions étaient prévisibles ou non ; d'étudier la pertinence des initiatives ou des aides vis-à-vis de la crise, le modèle de développement en Afrique, la diaspora face à la crise et, l'Afrique de l'après Covid-19, l'Afrique de demain.

L'intégralité de l'Africatalk#1 est à revoir sur le site www.

#AFRICATALKS 1

AVEC LA PARTICIPATION DE :

STÉPHANIE RIVOAL, Secrétaire générale du Sommet Afrique-France 2020

CÉCILE DUFLOT, Directrice générale d'Oxfam France

MARIE-FRANCE REVEILLARD, Journaliste à La Tribune Afrique

KAKO NUBUKPO, Doyen de la Faculté des sciences économiques et de gestion de l'Université de Lomé (Togo)

BRUNO METTLING, Président d'Orange Middle East & Africa

PATRICE ANATO, Député de Seine-Saint-Denis

SUIVEZ LE 1ER AFRICATALKS EN DIRECT EN LIGNE LE 16 JUIN À 18H (GMT+1)

Inscription obligatoire

ABIDJAN, DAKAR | CASABLANCA, DOUALA, KINSHASA | BRUXELLES, PARIS

Saint-Denis(France), Marie-France REVEILLARD, journaliste à la « Tribune Afrique », Bruno METTLING, Président d'Orange middle East&Africa, Kako NUBUKPO, ancien Ministre, doyen de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Lomé.

africamutandi.com Africa Mutandi, une approche unique pour porter les stratégies inclusives et l'innovation sociétale des acteurs publics et privés au service des ODD en Afrique !!!

Une initiative globale à l'attention des parties prenantes du développement en Afrique.

Lisez et faites lire le journal

id IMAGINE DEMAIN

« Les ACP face au Covid-19 : impacts et conduites à tenir dans la marche vers le post-Cotonou ». La tribune de Robert Dussey, chef de la diplomatie togolaise.

Le Ministre des Affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Togolais de l'Extérieur a publié le 15 juin dernier, dans le « magazine de l'Afrique », une tribune intitulée « les ACP face au Covid-19 : impacts et conduites à tenir dans la marche vers le post-Cotonou ». Négociateur en Chef de l'Organisation des Etats ACP pour le post-Cotonou, Robert DUSSEY invite les pays à revoir le partenariat OEACP-UE en fonction de la nouvelle donne engendrée par l'épidémie de la Covid-19.

Par Robert Dussey

Le coronavirus, qui a mis le monde aux arrêts pendant plusieurs semaines, nous interpelle nous humains et nous met face à certains questionnements d'ordre existentiel: où allons-nous d'un pas si rapide ? L'humanité va-t-elle à sa perte ou suit-elle sa propre destination ? Ces questionnements qui ne peuvent laisser indifférente la conscience humaine nous convainquent d'une chose : l'expérience humaine de la liberté dans l'Histoire, théâtre des contrastes, peut conduire au meilleur comme au pire. Quand le pire advient, il éprouve, mais constitue également une invitation de l'humanité à une réorientation de sa conduite existentielle. Les générations passent, mais l'humanité demeure et a un devoir de lucidité envers elle-même comme le coronavirus vient une fois encore de nous le rappeler.

Cette pandémie a eu raison des frontières nationales et continentales, et l'espace tricontinental ACP n'est pas à l'abri de sa sphère d'extension. Si l'Afrique, les Caraïbes et le Pacifique sont moins touchés par le covid-19, aussi bien en termes de contamination qu'en taux de mortalité, ce qui dément pour l'heure toutes les prédictions apocalyptiques, les impacts de la pandémie sur les trois régions de l'Organisation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique(OEACP) sont bien réels et doivent

amener l'organisation à l'invention d'une stratégie interne de riposte aux pandémies et à mettre l'humain et le social au socle des relations avec ses partenaires.

Les pays de l'Organisation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, en effet, par-delà les spécificités nationales et régionales, ont un trait caractéristique commun : la vulnérabilité. Il s'agit d'une vulnérabilité plurielle parce que multisectorielle. La crise du coronavirus met à rude épreuve des systèmes de santé très fragiles, sous pression les mécanismes de solidarité nationale et les économies très vulnérables. Plusieurs pays de l'organisation vivent déjà les impacts économiques de la crise. Les conséquences sont humainement coûteuses, socialement paralysantes et économiquement dangereuses. La croissance économique qui a permis à certains pays des ACP de se hisser au rang de pays à revenu intermédiaire est aujourd'hui fortement remise en cause. La crise économique que le covid-19 impose aux pays risque à terme de faire basculer une proportion encore plus importante de populations dans la « pauvreté objective » et amplifier pour ainsi dire le niveau des vulnérabilités dans les trois régions.

La condition commune de vulnérabilité des pays ACP, signe expressif d'une fragilité ontologique de fond qu'ils partagent avec toute la communauté humaine

à l'échelle mondiale, les prédispose peu, aux niveaux opérationnel et économique, à la riposte contre la pandémie. Une action collective coordonnée à l'échelle ACP et une stratégie interne de riposte pourraient cependant soutenir la lutte à l'échelle des trois régions. Suivant le nouvel esprit de l'Accord de Georgetown récemment révisé et en fonction des défis actuels, à la fois sanitaire, sociaux, économiques, l'organisation doit intensifier sa coopération à l'échelle interne. La crise du coronavirus invite les ACP à explorer leurs possibilités de coopération interne d'où pourra sortir d'actions innovantes. « Au commencement était l'action » (Goethe) et nous devons agir et surtout vite, le présent étant le moment du choix et de l'action (Simone de Beauvoir).

Bien heureusement, la coopération intra-ACP est à l'œuvre comme en témoignent les initiatives et mesures prises en avril dernier par l'organisation en collaboration avec l'Organisation africaine des agriculteurs (PAFO) contre les impacts socioéconomiques de la pandémie sur les systèmes de production agricole et de fournitures alimentaires des pays membres. Elle doit être amplifiée à l'échelle transcontinentale ACP et déboucher sur une stratégie commune et un plan solide ACP de riposte au coronavirus. La stratégie devra être motivée par un engagement commun contre un même défi dans un sentiment de commune appartenance et de communauté de destin et avoir un volet économique conséquent destiné à soutenir la reprise économique des Etats membres. **Le Sommet virtuel extraordinaire**

intersession des Chefs d'Etat et de gouvernement tenu le 03 juin 2020 sur le thème « Transcender la pandémie de covid-19 : Renforcer la résilience par le biais de la solidarité mondiale » répond à cette exigence et a permis à l'organisation d'harmoniser à l'interne les stratégies et actions de riposte à la pandémie.

Les partenaires extérieurs appuient l'OEACP dans la riposte contre le coronavirus comme l'a déjà fait l'UE par l'entremise du Comité de liaison Europe-Afrique-Caraïbes-Pacifique et surtout l'initiative Team Europe avec une enveloppe de 20 milliards d'euros présentée le 8 avril dernier lors du lancement de la riposte européenne, au plan international, à la pandémie du coronavirus dans le cadre de la coopération. **Le sommet extraordinaire du 03 juin a été également une occasion pour l'OEACP d'appeler à plus de solidarité mondiale en direction de ses Etats membres en cette période de crise. En temps de crise la solidarité sauve.**

La nature ne faisant rien en vain (E. Kant) et coïncidence historique oblige, les pourparlers en cours dans le contexte actuel de crise sanitaire mondiale entre l'organisation des Etats ACP et l'UE en vue de la redéfinition du cadre normatif et régulateur de leur partenariat dans sa phase post-Cotonou doivent clairement intégrer des clauses relatives aux pandémies et leurs conséquences socioéconomiques. L'humain, le social et la santé doivent être au cœur du post-Cotonou dans la mesure où nous savons bien que « la répartition des bénéfices des relations mondiales ne dépend pas

seulement des politiques intérieures, mais aussi de toute une gamme d'accords internationaux de nature sociale, dont les traités de commerce, le droit des brevets, les initiatives mondiales en matière de santé, les dispositions internationales pour l'éducation, les moyens de faciliter la diffusion des technologies, les accords de modération écologique et environnementale, le traitement des dettes accumulées » (Amartya Sen, 2012).

L'ambition partagée et clairement affirmée des Etats ACP et l'UE de mettre le partenariat en cohérence avec la réalité du monde et les enjeux nouveaux liés au progrès humain fait que nous ne pouvons pas aller à la signature d'un nouvel accord de coopération sans nous interroger sur les conséquences et les implications du covid-19 pour le partenariat. En tant qu'action, les négociations ont lieu dans un contexte de coronavirus qu'elles ne peuvent ignorer.

Toute action, dit Edgar Morin, entre dans le « jeu des inter-rétroactions » du contexte où elle a lieu et porte les empreintes du contexte. L'interrogation sur les implications du covid-19 pour le partenariat OEACP-UE n'est pas sans intérêt pour l'avenir du partenariat. Sous-estimer les implications du covid-19 pour le partenariat OEACP-UE dans le processus des négociations traduirait un manque d'imagination en contradiction avec les ambitions des deux parties liées au progrès humain. La crise du coronavirus devient in fine un facteur qui nous oblige à faire évoluer le partenariat OEACP-UE et ceci dans le sens de l'histoire.

Le FAIEJ lance une plateforme de financement des besoins de trésorerie des jeunes entrepreneurs en vue de limiter les effets de la Covid-19 sur leurs entreprises

Les entreprises des jeunes exerçant dans les secteurs de la transformation, l'agriculture et la distribution, sont elles aussi frappées de plein fouet par les effets de la crise liée à la COVID-19. Mais les problèmes de trésorerie auxquels elles sont confrontées pendant cette période devront connaître une solution. Le Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des jeunes (FAIEJ) a lancé, mardi 23 juin, à son siège à Lomé et à travers une visioconférence, une plateforme destinée à financer les besoins de trésorerie des jeunes entrepreneurs évoluant dans ces secteurs.

Cette innovation du FAIEJ vise, selon les responsables de l'organisme, « à faciliter l'accès des jeunes entrepreneurs aux services financiers du FAIEJ dans le respect des mesures barrières, notamment la limitation des contacts physiques dans le cadre du plan de riposte contre la pandémie de COVID-19 instaurées par le gouvernement togolais ».

Les jeunes demandeurs doivent s'inscrire sur la plateforme mise en ligne sur le site internet du FAIEJ (www.faij.tg), ensuite remplir un formulaire pour exprimer leurs besoins

en trésorerie qui seront étudiés puis soumis aux institutions financières partenaires du FAIEJ pour le décaissement des fonds.

Les fonds à disposition des jeunes sont sous forme de crédit d'exploitation remboursable sur une période de 12 mois maximum.

La plateforme a été conçue grâce à l'appui technique de l'incubateur NUNYA LAB basé à Lomé. Les jeunes entrepreneurs sont invités à s'y inscrire sur la période du 23 juin au 22 juillet 2020. « Après cette première vague de financement, une seconde vague sera lancée et le

programme pourra être étendu à d'autres secteurs d'activités », rassurent les responsables du FAIEJ.

Mais pour faire perdurer l'initiative, Madame GBADAMASSI-MIVEDOR demande aux jeunes entrepreneurs de jouer leur rôle. « Vous prenez un crédit, vous respectez l'engagement et la plateforme est pérenne », déclare-t-elle. Elle déplore le fait que « Le dispositif « FAIEJ » est confronté à des difficultés parce que les jeunes entrepreneurs ne respectent pas leurs engagements ».

« Les institutions de financement sont frileuses. Leur portefeuille

à risque ne doit pas dépasser 5%. Mais quand ils accompagnent les jeunes et leur portefeuilles à risques sont entre 30 et 50 %, c'est très difficile de les engager à accompagner les jeunes », a-t-elle avoué au cours de la visioconférence.

« Cette plateforme est une preuve de la fidélité du FAIEJ envers les jeunes entrepreneurs togolais » estime Christelle Tchotcho AHITE, la trentaine, promotrice de KIN' S YOGURT, une entreprise de yaourt brassé au naturel. Elle estime à plus de 70 % la perte de ses recettes depuis le début mars 2020.

Christine S

Nous sommes rentrés dans cette crise

ENSEMBLE

et nous en viendrons à bout

ENSEMBLE



republicoftogo.com



IMAGINE
DEMAIN

Récépissé N° 0574/26/07/18/HAAC

Directeur de publication:
Tété B. MENSAH-BOBOE
boboesejoseph@gmail.com

Comité de rédaction:

- Mensah-Boboé Tété
- Codjo Kokou
- Christine

Service commercial:

(+228) 70 35 35 90 / 93 23 17 86

Graphiste:

Eros DAGOUDI (Tél: 91099250)

Imprimerie:

DIRECT PRINT
Quartier Djidjolé

Distribution:

DAMALI Kossi (Tél : 90 74 91 24)

Tirage:

1000 exemplaires

Contacts:

Tél: (+228) 70 35 35 90 / 93 23 17 86

E-mail: bravo_yosef@yahoo.fr

RMC | Risk Management
Certification



PROCESSUS D'OCTROI DE

CREDIT

AU SEIN D'UNE INSTITUTION

FINANCIERE

AVEC

Khalid YACOUBOU - BOUKARI
Senior Risk Manager

"Le « Risk Management » aujourd'hui est une discipline, une science, consistant à identifier, mesurer et traiter tous les risques susceptibles de causer des dommages à des personnes ou de nuire aux biens d'une entité, à son environnement et à ses activités."